

RETRAITES :

ensemble dans l'unité le 15 octobre contre les régressions

Malgré les manifestations du 10 septembre, le gouvernement maintient le cap de sa contre-réforme des retraites ! En dépit de quelques mesures symboliques – dont certaines sont au demeurant dangereuses – ce projet gouvernemental s'inscrit dans la continuité des contres réformes précédentes. Il les aggrave même !

La volonté d'allonger une nouvelle fois la durée de cotisation (43 ans pour les salariés nés à partir de 1973) va accentuer de 5 à 10% l'appauvrissement des futurs retraités (notamment les femmes). Ce projet condamne les jeunes à la plus forte peine. Il ouvre la porte à l'individualisation des droits. Il organise le transfert en tout ou partie des cotisations de la branche « famille » vers la CSG. Ce cadeau supplémentaire fait au patronat serait supporté quasi exclusivement par les ménages. Même la question de la pénibilité est mal traitée.

Ce projet est injuste. Il n'est pas équilibré. Il tourne le dos au progrès. La copie du gouvernement répond aux injonctions du patronat, de la finance et de l'Union Européenne. C'est encore les politiques d'austérité imposées aux peuples au nom des doctrines de profit (des actionnaires en particulier). La pensée obsédée du « coût du travail », des « déficits publics », provoque les souffrances imposées par le coût du capital.

Une autre réforme des retraites est possible. Elle est même nécessaire.

La retraite à 60 ans, c'est possible !

Les départs anticipés pour travaux pénibles dès 55 ans, c'est possible. Il suffit de l'inscrire dans les statuts et conventions collectives au lieu d'entrer dans un système par points confus et individualisé.

Le financement des retraites nécessite des alternatives. Elles existent par l'apport de ressources nouvelles. Mais garantir les retraites par répartition passe par améliorer les salaires et créer des emplois. La « pause et la modération » salariale affaiblissent toute la protection sociale ! Il est urgent d'augmenter l'ensemble des salaires, du privé comme du public. La démographie et l'espérance de vie ne sont pas des boulets. Aujourd'hui c'est le chômage – devenu structurel – qui plombe tout. Sans le chômage il n'y aurait pas de déficit.

Le débat parlementaire s'est ouvert le 7 octobre sur le dossier retraite doit être l'occasion pour les salariés de se faire entendre. En Dordogne, comme dans d'autres départements des appels unitaires existent. **Dans l'unité nous pouvons et nous devons peser et pousser pour d'autres choix que ceux de l'austérité des peuples et des profits du monde financier.**

Les organisations syndicales CGT, FSU, SOLIDAIRES, de Dordogne appellent à **cesser le travail**

et à manifester le : **15 octobre 2013**

PERIGUEUX – 17 h 30 – Palais de Justice

BERGERAC – 17 h 30 – Palais de Justice